



CRISE ALIMENTAIRE

ALERTE DE NIVEAU 1 POUR MAURICE

LE SPECTRE D'UNE CRISE ALIMENTAIRE SE PRÉCISE ALORS QUE LES HOSTILITÉS SE POURSUIVENT EN UKRAÏNE. À MAURICE, L'ON RESSENT DÉJÀ LES PREMIERS CHOCs ASSOCIÉS À LA PÉNURIE DE CÉRÉALES SUR LE MARCHÉ MONDIAL.

RIDHWAN AUKALOO

LES analystes sont inquiets : la guerre en Ukraine pourrait déboucher sur une crise au niveau de la production alimentaire mondiale. Si certains produits de base ne sont plus aussi facilement accessibles, les prix d'autres aliments ont déjà pris l'ascenseur dans plusieurs pays d'Europe pour atteindre de nouveaux records pendant que l'inflation fait rage. Pour cause : l'Ukraine et la Russie sont effectivement d'importants producteurs et exportateurs d'huile de tournesol, de blé, d'orge et de maïs. Ainsi, en 2019, leurs parts respectives dans la production mondiale se chiffraient à 30 % (Ukraine) et 26 % (Russie) pour l'huile de tournesol, 5,6 % et 13 % pour le blé, 3,7 % et 9,7 % pour l'orge, et 3,1 % et 1,2 % pour le maïs.

Même s'il reconnaît que certaines «perturbations dans les prix alimentaires

sont cycliquement normales en période de volatilité (pendant des périodes de guerre, d'instabilité politique, de changement climatique, d'embargo, etc.), Amit Bakhtia, le CEO d'Anneau, ne prévoit pas de crise alimentaire générale à l'échelle mondiale à ce stade des événements. De par la spécificité de la récolte produite et des produits exportés par ces deux pays, il estime que les niveaux de prix élevés seront maintenus jusqu'à ce que «la crise soit dépourvue et/ou que les producteurs compé-

titeurs augmentent leurs productions/exportations, ce qui demeure difficile sur le court terme».

Étant donné les rôles importants de ces deux pays sur le marché alimentaire mondial, le Dr Bhavish Jugurnath se montre un chouïa moins optimiste en partageant ses craintes par rapport à l'impact de la guerre sur la question de la sécurité alimentaire mondiale. S'appuyant sur le fait que la Russie et l'Ukraine sont des exportateurs dominants d'huile de tournesol,

«L'INFLATION
ALIMENTAIRE POURRAIT
DÉPASSER LES 35 %»

DR BHAVISH JUGURNATH



«IL FAUT UNE APPROCHE PLUS DISCIPLINÉE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES ET UNE RÉPONSE ADÉQUATE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE POUR CONTENIR LES AUGMENTATIONS DE PRIX»

AMIT BAKHIRTA



trêmement difficile à calculer étant donné les nombreuses variables impliquées», il fait ressortir que les prix du blé, de l'orge et de certains engrais ont connu des hausses de 20 %, 33 % et 40 % respectivement.

Toutefois, le CEO d'Anneau tient à rappeler que cette hausse des prix découle aussi de l'augmentation du prix du fret avec les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Au fur et à mesure que *«les tensions géopolitiques s'apaiseront, que les chaînes d'approvisionnement se rétabliront et que les taux d'intérêt se resserreront»*, l'analyste financier prévoit que l'on devrait assister à une normalisation des niveaux de prix mondiaux vers des chiffres singuliers d'ici à la fin de l'année, voire jusqu'en 2023.

UNE CRISE EN CACHE UNE AUTRE

une huile végétale cruciale dans le monde et plus particulièrement en Inde, l'économiste explique que *«les conséquences d'une production alimentaire réduite ne se feront pas sentir de manière équitable à travers la planète»*. En effet, il explique que les pays les plus vulnérables seront ceux qui importent directement de ces deux pays, à l'instar de l'Égypte, de la Libye et du Liban, avant d'ajouter que *«tous les pays importateurs nets de ces denrées seront également impactés»*.

Selon les estimations des Nations unies, le taux de l'inflation alimentaire se situait à hauteur de 20,7 % annuellement en février, soit avant le début de l'invasion. Invité à prendre en considération les récents développements ainsi que les périodes de sécheresse causées par le changement climatique pour ajuster un taux plus réel, Amit Bakhirta joue la carte de la prudence. Après avoir soutenu qu'une *«estimation spécifique de l'inflation alimentaire mondiale est ex-*

trêmement difficile à calculer étant donné les nombreuses variables impliquées», il fait ressortir que les prix du blé, de l'orge et de certains engrais ont connu des hausses de 20 %, 33 % et 40 % respectivement.

trêmement difficile à calculer étant donné les nombreuses variables impliquées», il fait ressortir que les prix du blé, de l'orge et de certains engrais ont connu des hausses de 20 %, 33 % et 40 % respectivement. Les périodes de crise alimentaire sont souvent suivies de crises sociales et d'autres émeutes, comme cela a été le cas en 2008 et 2010, rappelle par ailleurs Amit Bakhirta. S'il tient à faire une distinction entre les crises précédentes et la zone de turbulences économiques que nous traversons actuellement, le CEO d'Anneau reconnaît cependant que *«les peuples ressentent un sentiment accru d'injustice dans leur habitat social et biosphérique lorsqu'ils sont privés de leurs libertés de conscience, d'expression et leur dignité fondamentale (eau, nourriture et abri)»*.

Si cela peut effectivement mener à un exercice de rééquilibrage dans la société par le biais d'émeutes ou de soulèvements populaires, il demeure confiant que *«l'effet positif des actions intelligentes et l'application de politiques monétaires, fiscales et socio-économiques devraient pouvoir contrer l'impact sociétal sous-jacent de l'inflation sur les consommateurs»*. Néanmoins, l'inégalité croissante des richesses entre les nantis et les non-nantis pourrait très bien s'aggraver sans une prise en charge intelligente, rendant ainsi les risques d'instabilité sociétale bien réels sur le moyen et le long termes.

LES SOLUTIONS À ADOPTER

Alors que certains pays sont

en train d'accroître leurs productions/exportations de certains aliments et grains secs, d'autres n'hésitent pas à profiter de cette situation pour imposer des taxes à ces mêmes exportations, à l'instar de l'Argentine. Commentant cette manœuvre, le Dr Bhavish Jugurnath explique que ce type de mesure réduit la fourniture pour les marchés internationaux, avec des records de prix enregistrés pour certains aliments. Étant donné la hausse du prix du fret ainsi que le fait que nous importons plus de 75 % de notre consommation, l'économiste est d'avis que *«l'autosuffisance alimentaire est plus que jamais la solution, même si cela demeure compliqué d'atteindre un taux de 100 % par les temps qui courent»*.

Quant à Amit Bakhirta, il réitère sa proposition selon laquelle il faudrait instaurer une carte d'approvisionnement électronique pour les plus vulnérables. De même, il suggère que l'on fasse preuve d'une *«approche plus disciplinée au niveau des dépenses budgétaires, avec une réponse adéquate de la politique monétaire pour contenir les augmentations générales de prix ainsi qu'une gestion plus intelligente par rapport à notre monnaie nationale»*. Finalement, il faudra songer à la diversification de nos marchés d'importation, de nos fournisseurs, ou encore la construction de terminaux de stockage qui pourraient être des solutions plausibles sur le moyen à long terme.